Niger : huit personnes, dont six Français, tuées par des hommes armés

lundi 24 août 2020, par Thémis

Plusieurs membres d'une ONG, ainsi que leur guide et leur chauffeur nigériens, ont été tués alors qu'ils se trouvaient dans la région de la réserve des girafes de Kouré. Emmanuel Macron a dénoncé une « attaque meurtrière »

Le Monde avec AFP Publié le 09 août 2020 à 17h13 - Mis à jour le 10 août 2020 à 07h26

Un groupe d'humanitaires de l'ONG Acted a été attaqué dimanche 9 août, en fin de matinée, au Niger, par des personnes armées circulant à moto dans la région de la réserve des girafes de Kouré, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, Niamey.

Leur véhicule, un Land Cruiser, a d'abord subi des tirs d'armes automatiques, avant d'être incendié. Selon le gouverneur de Tillabéri, Tidjani Ibrahim Katiella, cité par l'Agence France-Presse, les victimes seraient six ressortissants français et deux Nigériens.

Selon nos informations, ces deux derniers seraient un guide et un chauffeur. Selon une source, une autre personne de nationalité nigérienne se serait échappée du lieu de la fusillade avant d'être rattrapée et tuée à son tour.

D'après des sources concordantes, l'attaque a eu lieu un peu après le poste de contrôle des gardes de la réserve, à environ une heure de route de Niamey. La réserve attire des touristes qui s'y rendent pour une brève excursion pendant la journée, afin d'y admirer les derniers troupeaux de girafes d'Afrique de l'Ouest.

L'armée française a apporté un appui aux troupes nigériennes après cette attaque, a annoncé l'état-major des armées dans la capitale française.

Une « attaque terroriste lâche et barbare »

Emmanuel Macron a dénoncé dimanche soir « l'attaque meurtrière qui a lâchement frappé un groupe de travailleurs humanitaires » et affirmé que « tous les moyens » seront mis en œuvre pour « élucider » les circonstances de cet « attentat », selon un communiqué de la présidence française.

Le chef de l'Etat français, qui s'est entretenu avec son homologue nigérien Mahamadou Issoufou, a ajouté que « leur détermination à poursuivre la lutte en commun contre les groupes terroristes au Sahel » demeurait « intacte ».

« Je condamne l'attaque terroriste, lâche et barbare perpétrée ce dimanche dans la paisible localité de Kouré », a tweeté pour sa part le président nigérien, qui a adressé ses condoléances « aux familles des victimes nigériennes et françaises » ainsi qu'« au président Macron dont l'engagement à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme est sans faille ».

Selon le ministère nigérien de l'intérieur, « une enquête et des opérations de ratissage, en collaboration avec nos partenaires [français] sont en cours en vue de dénicher les auteurs de ces actes ignobles et de renforcer la sécurité dans la zone ».

MM. Macron et Issoufou se sont rencontrés pour la dernière fois au sommet du G5 Sahel qui s'est tenu le 30 juin à Nouakchott, en Mauritanie, pour réaffirmer la détermination des pays du Sahel et de leurs alliés à poursuivre la lutte contre les groupes djihadistes actifs dans cette zone, notamment dans celle des «

trois frontières » entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Un conseil de défense mardi

Un groupe – encore peu connu –, affilié à l'organisation Etat islamique dans le grand Sahara, opère dans une région plus au nord et a intensifié ses incursions dans la zone dernièrement, alors que s'élargit son champ d'action. Et si les personnes qui ont ouvert le feu sur le véhicule avant de l'incendier et de prendre la fuite vers le nord n'ont pas été identifiées, une source fiable, sur place, estime que ces agresseurs « ont de fortes probabilités de faire partie de ce groupe ». Cette même source admet que la rencontre entre le véhicule d'Acted et les assaillants ait pu être l'objet du hasard, doublée de « l'opportunité de faire un coup ».

Il s'agit de la première attaque ayant visé des Occidentaux dans la zone de Kouré depuis qu'elle est devenue une attraction touristique il y a une vingtaine d'années. Selon un humanitaire à Niamey, la zone n'était « pas du tout considérée comme dangereuse ». Mais la région dans laquelle elle est située, dans la zone de « trois frontières », est instable.

L'Elysée a précisé, dans son communiqué, qu'un conseil de défense se tiendra mardi matin « sous l'autorité du président de la République et sur la base des informations qui seront transmises par les autorités nigériennes et françaises ».